



BOITE POSTALE 727 N'DJAMENA - TCHAD
Tél. : +235 22 52 41 45 / 22 52 40 29 Fax : +235 22 52 41 37
E-mail : cab@cblt.org ; cblt.lcbc@gmail.com

**TERMES DE RÉFÉRENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN GROUPE DE
CONSULTANTS OU D'UN CABINER POUR L'ÉTUDE ANALYTIQUE DU CADRE
LÉGAL ET INSTITUTIONNEL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
(OSC) DANS LES PAYS DU BASSIN DU LAC TCHAD**

Contexte et Justification	<p>La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a été créée le 22 mai 1964 par les quatre pays riverains du lac Tchad : le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Les mandats de la Commission comprennent : la gestion du lac Tchad et de ses ressources en eau partagées, la préservation des écosystèmes et la promotion de l'intégration régionale, de la paix, de la sécurité et du développement dans la région du lac Tchad.</p> <p>Au cours de la dernière décennie, les quatre pays riverains du bassin du lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, ont connu des crises d'une ampleur sans précédent, exacerbées par les violences répétées du groupe terroriste Boko Haram. Ces crises ont aggravé l'instabilité, ralenti la croissance économique et engendré de profondes préoccupations humanitaires dans la région.</p> <p>Face à cette crise multidimensionnelle persistante dans le Bassin du Lac Tchad les États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), avec l'appui de l'Union africaine et de leurs partenaires, ont élaboré en 2018 une Stratégie régionale pour la stabilisation, le relèvement et la résilience (SR SRR).</p> <p>Cette stratégie visait à compléter les efforts militaires de la Force Multinationale Mixte (FMM) par des interventions intégrées de stabilisation, d'aide humanitaire et de développement durable dans les zones affectées.</p> <p>Compte tenu de l'évolution du contexte régional, la stratégie a été actualisée et officiellement adoptée en février 2025 par les États du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad sous la dénomination SR RRR 2.0. Cette nouvelle version constitue un cadre global, intégré et multi-niveaux destiné à renforcer la stabilisation, le relèvement socio-économique et la résilience à long terme des territoires touchés par la crise.</p> <p>Lors de sa 70^e session tenue en février 2025, le Conseil des Ministres de la CBLT, par la Résolution n°6, a validé la mise en œuvre de la SR RRR 2.0 et a instruit le Secrétariat Exécutif d'aligner les Plans d'Actions Territoriaux ainsi que le cadre de résultats sur cette stratégie révisée, afin d'assurer une coordination efficace et un suivi rigoureux de sa mise en œuvre.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre de la SR RRR2.0, les États membres de la CBLT ont réaffirmé l'importance d'une approche inclusive et multisectorielle associant les différents acteurs intervenant dans les processus de stabilisation, de relèvement et de résilience dans le Bassin du Lac Tchad. Cette approche reconnaît que la consolidation durable de la</p>
----------------------------------	--

paix et le renforcement de la résilience des communautés nécessitent l'implication active des acteurs locaux, notamment les organisations de la société civile, les leaders communautaires, les organisations de femmes et de jeunes, ainsi que les partenaires humanitaires et de développement. Dans ce contexte, la participation effective de ces acteurs constitue un levier essentiel pour renforcer la légitimité des interventions, favoriser l'appropriation locale des initiatives et améliorer la coordination des actions mises en œuvre au niveau territorial

La SR SRR 2.0 reconnaît explicitement le rôle stratégique des Organisations de la Société Civile (OSC) en tant qu'acteurs de proximité, facilitateurs du dialogue communautaire, fournisseurs de services et relais de la gouvernance locale. A cet effet, la CBLT a facilité la mise en place d'une Plateforme régionale des Organisations de la Société Civile, qui constitue un mécanisme structuré de coordination, de dialogue et de concertation, servant de point d'entrée privilégié pour l'engagement des OSC dans la mise en œuvre des interventions liées à la SR SRR 2.0 dans le Bassin du Lac Tchad.

Toutefois, l'efficacité des OSC dépend fortement de l'environnement légal, réglementaire et institutionnel dans lequel elles opèrent. Les cadres nationaux présentent d'importantes variations en matière de :

- reconnaissance juridique des OSC
- procédures d'enregistrement
- mécanismes de contrôle et de supervision
- accès au financement
- participation aux politiques publiques
- espace civique et libertés associatives

Afin d'améliorer la coordination régionale et de renforcer l'implication des Organisations de la Société Civile dans la mise en œuvre de la SR RRR2.0, il est nécessaire de disposer d'une analyse comparative approfondie des cadres légaux et institutionnels régissant les OSC dans les pays du Bassin du Lac Tchad. Les résultats de cette analyse viendront également soutenir la mise en œuvre du projet DIMS II (CSO Directory and Information Management System – Phase II), qui vise à renforcer les capacités et la coordination des OSC dans les zones frontalières affectées par la crise. En fournissant une compréhension approfondie des cadres légaux, institutionnels et des mécanismes de coordination des OSC, l'étude contribuera à alimenter les outils de gestion de l'information et de cartographie des OSC développés dans le cadre du DIMS, ainsi qu'à orienter les actions de renforcement des capacités et de structuration des réseaux d'OSC engagés dans les efforts de stabilisation, de résilience et de développement local dans le Bassin du Lac Tchad. Les résultats de cette étude permettront aussi d'orienter le renforcement de la Plateforme régionale des OSC, d'alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des Plans d'Actions Territoriaux (PAT), et de soutenir l'amélioration des mécanismes de coordination régionale entre la CBLT, les États membres et les partenaires impliqués dans la stabilisation, le relèvement et la résilience des territoires affectés par la crise.

Cette étude vise donc à fournir une base factuelle solide pour orienter les réformes, renforcer la participation de la société civile et soutenir la mise en œuvre efficace de la SR SRR 2.0 d'où l'objet des présents termes de référence.

Objectifs de la mission	<p>Objectif général</p> <p>L'objectif général de l'étude est de Produire une analyse approfondie et comparative du cadre légal, réglementaire et institutionnel régissant les OSC d'une part et la gouvernance interne des réseaux existant des OSC dans les pays du Bassin du Lac Tchad, afin d'identifier les contraintes, opportunités et recommandations pour un environnement favorable à leur action.</p> <p>Objectifs spécifiques</p> <p>L'étude poursuivra les objectifs spécifiques suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Analyser de manière approfondie les cadres juridiques, réglementaires et politiques régissant les OSC dans les pays concernés, notamment les dispositions relatives à leur création, enregistrement, fonctionnement, financement, obligations de reporting et procédures de dissolution. 2) Examiner l'architecture institutionnelle encadrant ou soutenant les OSC, y compris les mandats des institutions publiques compétentes, les mécanismes de coordination, ainsi que les dispositifs de dialogue et de collaboration entre l'État et la société civile aux niveaux national et local. 3) Évaluer la gouvernance interne des réseaux des OSC et leurs systèmes de redevabilité, notamment les structures organisationnelles, les mécanismes de fonctionnement, ainsi que les besoins en renforcement institutionnel et en développement organisationnel de ces réseaux. 4) Identifier les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités affectant la durabilité des OSC, notamment les exigences réglementaires, les défis de viabilité financière, les risques opérationnels et les facteurs favorisant leur résilience et leur efficacité. 5) Formuler des recommandations opérationnelles et stratégiques visant à améliorer les critères d'éligibilité des OSC pour le DIMS, à renforcer leurs capacités, à renforcer les réseaux des OSC et la plateforme régionale des OSC.
Portée de l'étude	<p>L'étude couvrira les pays suivants : Cameroun, Centrafrique, Niger, Nigéria et Tchad. L'analyse portera à la fois sur les cadres juridiques et institutionnels au niveau national, ainsi que sur les dynamiques réglementaires et institutionnelles au niveau infranational, en particulier dans les territoires concernés par la mise en œuvre des Plans d'Actions Territoriaux (PAT) de la SR SRR 2.0, où l'implication des Organisations de la Société Civile constitue un levier essentiel pour les efforts de stabilisation, de relèvement et de résilience.</p> <p>Thématiques principales à couvrir :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Cadre légal et réglementaire <ul style="list-style-type: none"> • Lois sur les associations, ONG et fondations, • Procédures d'enregistrement et de renouvellement, • Obligations fiscales et administratives, • Règles relatives au financement national et international, • Restrictions éventuelles sur les activités,

	<ul style="list-style-type: none"> • Conformité aux engagements internationaux, b) Environnement institutionnel • Ministères et agences responsables des OSC, • Organes de coordination nationale, • Plateformes de dialogue État–OSC, • Mécanismes de consultation publique, • Transparence et efficacité des institutions de régulation, c) Coordination, Partenariats et réseaux • Réseaux, Plateformes nationales et régionales, • Coalitions thématiques, • Coopération transfrontalière,
Méthodologie	<p>Le prestataire proposera une approche méthodologique rigoureuse, participative et comparative, combinant analyses documentaires, consultations multi-acteurs et validation progressive des résultats. Cette méthodologie devra garantir la fiabilité des données, la représentativité des parties prenantes et la pertinence des recommandations formulées.</p> <p>À cet effet, la mission comprendra notamment les composantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revue documentaire approfondie des textes juridiques et politiques, • Analyse comparative des cadres nationaux, • Entretiens semi-structurés avec les parties prenantes, • Consultations avec les OSC nationales et régionales, • Approche sensible aux conflits et au genre, • Atelier de validation régionale (élaboration de la note conceptuelle, appui à la facilitation et production du rapport de l’atelier) <p>Par ailleurs, des modalités de validation technique intermédiaire seront prévues avec la CBLT et les principales parties prenantes territoriales à différentes étapes de la mission. Ces échanges permettront de présenter les résultats préliminaires, de recueillir les observations des acteurs concernés et d’assurer la cohérence de l’analyse comparative. Ils contribueront également à renforcer l’appropriation des conclusions de l’étude et à affiner les recommandations avant la finalisation des rapports nationaux et du rapport régional.</p>
Livrables attendus	<p>Le groupe de consultants ou le cabinet d’études produira :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport de démarrage (Inception Report) <ul style="list-style-type: none"> ○ Méthodologie détaillée ○ Plan de travail détaillé ○ Outils de collecte des données ○ Liste des parties prenantes à consulter 2. Drafts de Rapports pays (5) <ul style="list-style-type: none"> ○ Analyse juridique et institutionnelle, ○ Evaluation des capacités et de la gouvernance des réseaux existant des OSC,

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Forces, faibles, menaces et opportunités, ○ Recommandations spécifiques, <p>3. Draft de Rapport analytique consolidé régional (01)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Analyse transversale comparative (identification des convergences et divergences), ○ Analyse des bonnes pratiques, ○ Recommandations régionales ; <p>4. Une note conceptuelle pour l'atelier régional de validation incluant une proposition de parties prenantes clefs (par pays et au niveau régional) à inviter à l'atelier régional de validation,</p> <p>5. 05 Rapports finaux Pays et (01) rapport consolidé régional validé (incluant les amendements des parties prenantes à l'issue de l'atelier de validation),</p> <p>6. Un Rapport de l'atelier de validation (01),</p> <p>7. Supports de présentation du rapport consolidé régional sous powerpoint ou Power BI pour diffusion.</p>
Durée de la mission	<p>La durée estimée est de 8 à 12 semaines, incluant la recherche documentaire, le travail de terrain, l'analyse et la validation. À titre indicatif, la mission pourrait s'articuler autour des phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : Démarrage et cadrage méthodologique (1 à 2 semaines), • Phase 2 : Collecte des données et consultations nationales (3 à 4 semaines), • Phase 3 : Analyse comparative et rédaction des rapports pays et du rapport régional (2 à 3 semaines), • Phase 4 : Préparation de l'atelier de validation, Restitution et validation des résultats (1 à 2 semaines), • Phase 5 : Finalisation et soumission des rapports finaux (1 semaine),
Dispositions administratives	<p>Le Secrétariat Exécutif de la CBLT assurera la gestion de toutes les questions administratives. Le consultant travaillera sous la supervision du Directeur Technique de la CBLT et en étroite collaboration avec l'équipe de l'unité de coordination de la SR RRR 2.0.</p>
Profil et qualifications	<p>Cette consultation est ouverte aux groupes de consultants ou cabinet d'études. Toutefois l'équipe mobilisable devra être constituée ainsi qu'il suit :</p> <p>a) <u>Un Consultant Principal-Lead/ Chef d'équipe et de mission</u></p> <p>Le Consultant principal assurera la coordination technique et scientifique de l'étude, la supervision de l'équipe de recherche et la qualité globale des livrables.</p> <p>Il devra satisfaire aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Formation académique • Diplôme universitaire supérieur (Master minimum) en droit, sciences politiques, gouvernance, relations internationales, études du développement ou tout autre domaine pertinent.

— **Expérience professionnelle**

- Au moins 10 années d'expérience professionnelle pertinente, dont une part significative dans l'analyse des politiques publiques, de la gouvernance ou du cadre légal des organisations de la société civile,
- Expérience avérée dans la conduite d'analyses juridiques et institutionnelles complexes, incluant l'évaluation de cadres réglementaires et de politiques publiques,
- Expérience confirmée dans la gestion ou la supervision d'études de grande envergure, idéalement financées par des organisations internationales ou des institutions régionales,
- Expérience avérée dans l'analyse comparative du cadre réglementaire des OSC ou de l'espace civique.

— **Expérience régionale et multi-pays**

- Expérience démontrée dans la conduite d'études comparatives multi-pays, en particulier en Afrique subsaharienne,
- Expérience de travail dans des contextes fragiles, affectés par les conflits ou les crises humanitaires constitue un atout majeur,
- Bonne connaissance des dynamiques politiques, sécuritaires et institutionnelles du Bassin du Lac Tchad ou de régions similaires fortement souhaitée.

— **Leadership et coordination**

- Solides compétences en gestion d'équipe multidisciplinaire et multiculturelle.
- Capacité démontrée à coordonner des experts nationaux et à interagir avec des institutions gouvernementales, des organisations de la société civile et des partenaires internationaux.
- Excellentes aptitudes en communication, facilitation et conduite de consultations de haut niveau.

— **Compétences analytiques et rédactionnelles**

- Excellentes capacités d'analyse stratégique et de synthèse,
- Expérience avérée dans la production de rapports analytiques de haute qualité destinés à des décideurs publics et partenaires internationaux,
- Capacité à formuler des recommandations opérationnelles et politiques fondées sur des données probantes.

— **Langues**

- Maîtrise du français ou de l'anglais à l'écrit et à l'oral,
- La connaissance de l'autre langue officielle constitue un atout important.

— **Compétences techniques**

- Maîtrise des outils informatiques standards (MS Office),
- Capacité à utiliser des outils de recherche qualitative et d'analyse documentaire.

b) Cinq Experts nationaux (un par pays)

Sous la supervision du Consultant principal, les Experts nationaux seront responsables de la collecte des données, de l'analyse contextuelle et de la liaison avec les parties prenantes au niveau national.

	<p>Ils devront satisfaire aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Formation académique <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire supérieur (au moins Master) en droit, sciences politiques, administration publique, sociologie, développement, relations internationales ou domaine connexe. — Expérience professionnelle <ul style="list-style-type: none"> • Au moins 5 années d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines liés à la société civile, à la gouvernance, aux politiques publiques ou au développement, • Expérience avérée dans la conduite d'études, recherches ou évaluations au niveau national, • Bonne connaissance du cadre juridique et institutionnel régissant les OSC dans le pays concerné, • Expérience de travail avec des organisations de la société civile, des institutions publiques ou des partenaires techniques et financiers. — Expertise sectorielle <ul style="list-style-type: none"> • Familiarité avec les procédures d'enregistrement, de fonctionnement et de supervision des OSC au niveau national, • Bonne compréhension des dynamiques de l'espace civique, des enjeux de participation citoyenne et des mécanismes de dialogue État-société civile, • Une expérience dans des contextes fragiles ou affectés par les crises constitue un atout. — Recherche et collecte de données <ul style="list-style-type: none"> • Expérience confirmée en recherche qualitative (entretiens, groupes de discussion, analyse documentaire), • Capacité à mobiliser les acteurs clés et à faciliter l'accès aux informations au niveau national, • Compétence dans la rédaction de rapports analytiques structurés. — Coordination et communication <ul style="list-style-type: none"> • Capacité à travailler en équipe et à coordonner avec le Consultant principal et les autres experts nationaux, • Aptitude à interagir efficacement avec des parties prenantes variées : autorités publiques, OSC, partenaires internationaux, chercheurs, etc, • Bonnes compétences organisationnelles et respect des délais. — Langues <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de la langue officielle du pays (français ou anglais), • La connaissance d'autres langues locales constitue un atout. — Compétences techniques <ul style="list-style-type: none"> • Bonne maîtrise des outils informatiques standards (MS Word, Excel, PowerPoint), • Capacité à utiliser des outils de communication virtuelle pour les réunions à distance.
<p>Considérations éthiques</p>	<p>L'étude devra respecter :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • le consentement éclairé, • la confidentialité des données et des informateurs, • la neutralité et l'impartialité, • le principe « Do No Harm », • la sensibilité aux conflits. 															
Modalités de Soumission	<p>Les candidats intéressés, cabinets d'étude ou consortium sont invités à soumettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une lettre de motivation détaillant les expériences et compétences énoncées au Point 9 ; • Un dossier administratif pour les cabinets d'études (contenant de manière non exhaustive au moins un Registre de commerce (RCCM) ou équivalent, un Certificat d'immatriculation ou d'enregistrement et/ou un Numéro d'identification fiscale (NIF) ou tout document équivalent, une attestation de non-redevance ou de situation fiscale à jour ; • Un CV détaillé du consultant principal et de chaque consultant national; • Une note méthodologique expliquant la compréhension du mandat et l'approche pour la réalisation de la mission (approche analytique, la stratégie de collecte des données, la méthodologie comparative et l'organisation de l'équipe) ; • Des références et justification de missions similaires réalisées au cours des 05 dernières années (idéalement au moins 03 expériences) ; • Une proposition financière ; 															
Critères de sélection	<p>Les consultants seront évalués sur la base de leurs offres technique et financière conformément à la méthode de sélection fondée sur les qualifications des consultants (QC).</p>															
Modalités de paiement	<p>Les paiements seront effectués sur la base des livrables effectivement produits, acceptés et validés, et après certification de la bonne exécution par l'autorité compétente de la CBLT.</p> <p>Les décaissements seront réalisés selon l'échéancier suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Tranche de paiement</th> <th>Livrables</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1ère tranche</td> <td>Rapport de démarrage (Inception Report) comprenant : méthodologie détaillée, plan de travail, calendrier, outils de collecte de données et liste des parties prenantes à consulter</td> <td>20 %</td> </tr> <tr> <td>2ème tranche</td> <td>Rapports préliminaires pays et première version du rapport analytique régional intégrant l'état des lieux, les analyses initiales et les principaux constats</td> <td>50 %</td> </tr> <tr> <td>3ème tranche</td> <td>Rapports finaux pays (05), Rapport régional consolidé et rapport de l'atelier de validation</td> <td>30 %</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Total</td> <td>100 %</td> </tr> </tbody> </table>	Tranche de paiement	Livrables	Pourcentage	1ère tranche	Rapport de démarrage (Inception Report) comprenant : méthodologie détaillée, plan de travail, calendrier, outils de collecte de données et liste des parties prenantes à consulter	20 %	2ème tranche	Rapports préliminaires pays et première version du rapport analytique régional intégrant l'état des lieux, les analyses initiales et les principaux constats	50 %	3ème tranche	Rapports finaux pays (05), Rapport régional consolidé et rapport de l'atelier de validation	30 %		Total	100 %
Tranche de paiement	Livrables	Pourcentage														
1ère tranche	Rapport de démarrage (Inception Report) comprenant : méthodologie détaillée, plan de travail, calendrier, outils de collecte de données et liste des parties prenantes à consulter	20 %														
2ème tranche	Rapports préliminaires pays et première version du rapport analytique régional intégrant l'état des lieux, les analyses initiales et les principaux constats	50 %														
3ème tranche	Rapports finaux pays (05), Rapport régional consolidé et rapport de l'atelier de validation	30 %														
	Total	100 %														

Dépôt de dossier Le dossier de candidature doit être envoyé à l'adresse suivante : cblt.lcbc@gmail.com, cab@cblt.org en copiant RegionalStrategy@cblt.org ou déposé directement au siège de la CBLT contre une décharge **au plus tard le 10/04/2026 à 16h00 (UTC+1)**.

Le dossier doit comporter la mention « **Candidature SR RRR 2.0 pour étude OSC dans les pays du bassin du Lac Tchad** ».

Fait à Ndjamena, le 18 MARS 2026

Le Secrétaire Exécutif


IBRAHIM BABANI (Amb.)

